

Besoins en eau de l'agriculture et irrigation de la vigne

Compte rendu détaillé et commenté de la cinquième réunion thématique
3 novembre 2011, Capestang, 18h-21h

Thierry Ruf
Géographe

Cadre général : Salle des fêtes, Capestang

Plus de cent personnes assistant à la rencontre, un record malgré les pluies et l'alerte rouge aux crues.

Les phrases entre parenthèses et en *italique* précédées de la mention NR correspondent aux notes du rédacteur du présent compte rendu.

Les intervenants disposent d'un temps minuté allant de 15 à 7 minutes selon les cas. Trois tables rondes successives avec débat après les interventions.

Présentation de la réunion

Le Maire de Capestang, Claude Guzovitch, souligne le paradoxe d'évoquer l'irrigation de la vigne quand il tombe des trombes d'eau. Il ajoute que la récolte a été bonne cette année, après plusieurs années de crise. A l'avenir, si les années sont chaudes, on irriguera peut-être la vigne. Capestang a une grosse cave coopérative qui malheureusement ne vinifie plus depuis deux ans. C'est la loi du marché et il le regrette. Mais il espère que Aqua Domitia arrivera et que le tuyau sera gros !

Philippe Marzolf rappelle, comme à chaque réunion, les grandes raisons du débat public et des questions abordées autour du projet Aqua Domitia (voir la synthèse de la présentation déjà faite le 27 septembre à Montpellier).

Film sur le projet « Pro-Aqua Domitia »

(NR : Même commentaire : Le film est projeté systématiquement, comme à la première réunion du 27 septembre à Montpellier et les suivantes. Il est dommage qu'un film donnant une vision différente du projet n'ait pas été réalisé et projeté en mettant en lumière les faiblesses de la proposition et les questions relatives au transfert d'eau entre bassins versants éloignés.)

Intervention de cadrage « Pro-Aqua Domitia » par Fabrice Verdier, Vice-président, délégué à la viticulture et à l'agriculture. - Conseil régional Languedoc-Roussillon

M. Verdier se réjouit du débat. L'eau est vitale pour l'agriculture. Aqua Domitia y contribue. Il y a 61000 emplois en agriculture dans la région. C'est un poids lourd économique. Frèche parlait de deux piliers, le tourisme et l'agriculture. C'est le volet exportateur de l'économie régionale.

La région consacre 40 millions d'Euros aux dossiers agricoles avec quatre axes principaux : favoriser le renouvellement des agriculteurs – l'agriculture manque de visibilité -, développer

la compétitivité des filières – nos agriculteurs sont en concurrence avec d'autres pays -, aménager durablement nos espaces – de la Lozère aux P.O. l'empreinte de l'agriculture se voit dans le paysage et le patrimoine.

(NR : Curieuse manière qu'on les élus du Conseil Régional de citer à chaque fois la référence Frèche dans les débats publics. Curieuse idée de mettre autant de budget public sur un transfert d'eau qui va bénéficier qu'à une petite minorité de viticulteurs de la région et donc limiter aussi toutes les autres aides à l'agriculture – 40 millions de budget annuel à la région, 280 millions investit dans Aqua Domitia, il y a comme un déséquilibre latent pour la suite).

1. Première table ronde

Besoins en eau actuels et à venir pour l'agriculture languedocienne

1.1. Situation actuelle et perspectives (PRADD) par Pierre Labruyère, DRAAF

M. Labruyère délivre un message sur la situation actuelle et la prospective de l'agriculture régionale, sans support visuel. C'est un plan pour une agriculture durable autour de la préservation du territoire, de la qualité et des accès à l'eau.

Il faut disposer de ressources accessibles pour notre agriculture. Actuellement 85000 hectares sont irrigués, soit 9% de la superficie agricole utile. Aqua Domitia permettra d'avoir 1 ou 2% de plus en irrigué avec 10000 à 15000 hectares en plus.

Les précipitations ont peu évolué, mais la variabilité est plus forte. L'évapotranspiration a largement augmenté, de 15 à 30%. Les plantes souffrent de la sécheresse. La vigne, elle, résiste mieux. L'idée de l'irriguer vise non pas à accroître le rendement mais à compenser le risque hydrique et assurer la compétitivité.

(Nr : L'énoncé est bien tourné, mais « éviter le ralentissement de croissance en période sèche » aboutit à augmenter la production quand même. Que veut dire assurer la compétitivité si la somme investie pour apporter 100 mm à quelques milliers d'hectares est de très loin supérieure au bénéfice marginal attendu. La compétitivité doit comprendre toutes les dimensions économiques y compris les investissements que les viticulteurs ne payent pas mais qui sont bien réels dans un bilan macro-économique).

M. Labruyère reprend : cette année, la nature s'est montré généreuse. Le rendement est de 65 hectolitres par hectare, loin des 100 à 120 hectolitres qu'on trouve ailleurs dans le monde. L'agriculture doit faire des efforts pour économiser une ressource rare. Il y a l'apport complémentaire des eaux du Rhône et il faut aussi voir les retenues collinaires. Il faudra préserver les terres irriguées sur le long terme.

(Nr : Certes, mais très souvent on irrigue des terres très proches des villes. Cela signifie qu'on ne pourra plus faire de ZAC si il y a déjà des bornes installées. Cela va faire réfléchir certains propriétaires, l'irrigation s'avérant peut-être un cadeau empoisonné).

M. Labruyère conclue : L'agriculture est une économie importante, il faut être vigilant pour son maintien.

1.2. Evaluation des besoins agricoles dans le projet Aqua Domitia et réseau secondaire par Eric Belluau, Directeur Adjoint à l'Aménagement - BRL

M. Belluau commence par citer un chiffre : 90000 hectares irrigués en Languedoc-Roussillon, dont la moitié par des réseaux BRL sous pression.

(Nr : Il serait plus juste de dire qu'il y a 150000 hectares équipés pour l'arrosage dont 100000 hectares avec les réseaux BRL et que 55000 hectares n'utilisent pas le réseau que BRL a installé. On aurait donc une meilleure appréhension de l'idée de rajouter en équipement 10000 hectares en plus).

L'agriculture est arrosée avec 98% d'eau superficielle. L'eau des nappes est pour l'eau potable.

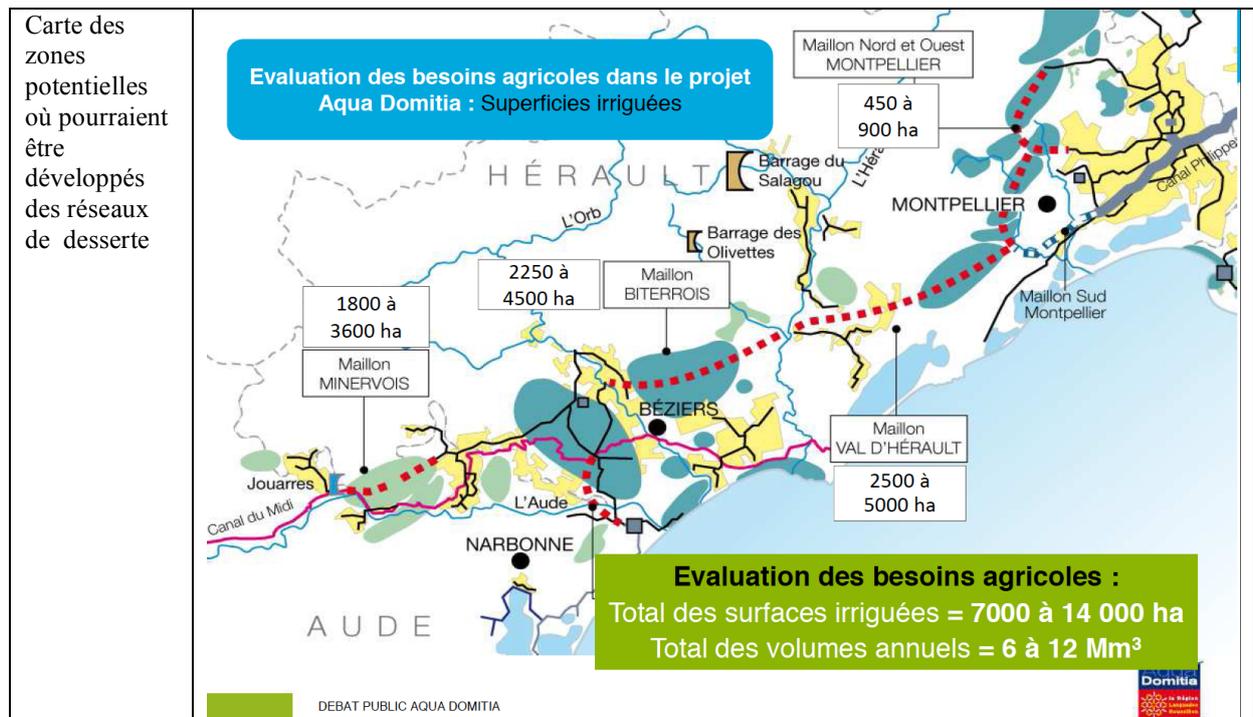
(Nr : Chiffre étonnant ! On sait qu'il y a de nombreux forages agricoles et périurbains en fonctionnement, qui comptent sans doute plus que 2% de l'eau agricole. On compte plusieurs milliers de forages dans toutes les nappes littorales et certaines nappes sont surexploitées au point de faire entrer un biseau salé.)

L'irrigation est une pratique en recul. Il n'y a pas eu d'expansion de l'irrigation comme dans les régions à maïs. Les surfaces régressent et les irrigants utilisent 20% d'eau en moins avec les nouvelles techniques. 20000 hectares ont été perdus par l'urbanisation. Les filières connaissent des crises.

(Nr : A aucun moment, on s'interroge sur le modèle économique et organisationnel de BRL. C'est pourtant un des points qu'il faudrait voir de plus près. Pourquoi autant de bornes sont restées sans utilisateurs ? Pourquoi certains contrats ont été arrêtés (alors qu'en principe, il y a un engagement de durée) ? L'objectif technico-économique visant à répondre aux demandes en eau sans aucune contrainte coûte cher, d'autant plus que les « clients » consomment de moins en moins d'eau mais que les charges et les amortissements sont toujours élevés. Fait-il continuer ainsi ou changer de modèle ? Avoir un minimum de regroupements de parcelles irriguées, recréer des solidarités entre agriculteurs d'une même zone, autour de vrais périmètres syndicaux ?)

M. Belluau explique comment BRL a estimé les superficies nouvelles à l'irrigation dans les zones traversées par Aqua Domitia. Il y a eu des enquêtes détaillées chez des agriculteurs et des approches plus macro-économiques avec des entretiens dans les chambres d'agriculture (voir carte des zones en vert foncé). Cela donne des projections de surface potentielle par maillon. Pour les autres zones agricoles, il faudra mobiliser d'autres ressources.

L'essentiel de la demande est viticole, 80 des surfaces identifiées. L'irrigation est autorisée sous condition dans les AOC. L'idée est de régulariser et de s'adapter. La filière fruits et légumes est en crise, il y a peu de structures porteuses.



L'irrigation est indispensable à la diversification, si on veut sortir du triptyque blé dur, vigne et oliviers.

Aqua Domitia répond à la demande actuelle, avec deux hypothèses, une haute à 14000 hectares et une basse à 7000 hectares. On mobilise pour cela de 6 à 12 millions de mètres cube d'eau. On fait maintenant le choix de l'hypothèse basse pour trois raisons. Aqua Domitia n'a pas vocation à satisfaire toutes les demandes. Il y a le Salagou et les monts d'Orb. La pertinence atteint une certaine limite avec l'éloignement du Rhône et l'altitude (coûts énergétiques).

Pour développer des réseaux de desserte, il faut des projets de territoire viables, prendre en compte la capacité de mobilisation des crédits publics, et voir la contribution possible des agriculteurs. Des analyses plus précises seront confirmées zone par zone avec des engagements fermes des agriculteurs.

(Nr : le débat sert bien à quelque chose ! L'hypothèse basse est la moins déraisonnable par rapport au dimensionnement du projet en terme de débit. Mais elle implique tout de même un linéaire extraordinaire de tuyau pour un ensemble hétérogène de parcelles dispersées, en fonction des adhésions au contrat proposé. La question de la pertinence est tout à fait juste, encore faut-il savoir où est le seuil admissible au delà duquel cela devient absurde de pousser l'eau avec des petits débits sur de très longues distances.)

1.3. L'agriculture régionale irriguée – spécificités de l'agriculture méditerranéenne – Besoins en eau agricoles par Denis Carretier – représentant les Chambres d'agriculture de la région Languedoc-Roussillon

M. Carretier explique que l'irrigation est une nécessité pour les pays méditerranéens. Il y a une organisation collective traditionnelle de l'irrigation dans les canaux gravitaires et à BRL. 75% des exploitations qui irriguent le font à partir de réseau collectif.

(NR : Il y a une différence sensible entre un périmètre d'ASA où toutes les terres à l'intérieur du périmètre contribuent à l'association syndicale et payent un rôle d'arrosage pour entretenir tout le système local et le système de gestion de BRL où ce qui est pris en compte est la borne et le contrat associé à un individu, sans définition de périmètre syndical.)

70 à 80 % des superficies irriguées disposent de ressources sécurisées. En 2008, l'association des irrigants des régions méditerranéennes de France a fait une étude qui montre que 44 % des surfaces irriguées sont cultivées en fruits et légumes et que 32 % sont des vignes. On constate une perte de 20 000 ha irrigués à cause du développement de l'urbanisation. En Languedoc-Roussillon, 40 % des superficies irriguées se trouvent autour des villes. Ce sont des productions de proximité. L'irrigation crée des emplois : 100 ha irrigués génèrent 22 emplois directs.

Un véritable travail a été engagé sur l'économie d'eau. L'économie réalisée se monte à 15 millions de mètres cubes. On peut en économiser encore 15 autres millions de mètres cubes pour favoriser les extensions et maintenir les milieux humides. Il faut moderniser les derniers canaux gravitaires.

Le végétal souffre. C'est indéniable. Il faut anticiper le changement. Pour la viticulture, nous on ne souhaite pas doubler les rendements, comme le font les Australiens ou l'Afrique du Sud. On ne veut pas les suivre mais on veut rester dans la compétition et s'adapter au marché. On veut pouvoir faire des cultures de diversification, et suivre les demandes de circuits courts.

En conclusion, il s'agit de consommer moins de mètres cubes pour en laisser aux autres. C'est une opportunité de proposer des installations pérennes pour les jeunes agriculteurs avec des ressources en eau. Il faut maintenir une agriculture compétitive grâce à la gestion collective et raisonnée, et un dimensionnement adapté au goutte-à-goutte. On a reçu la commission européenne le 24 et le 25 octobre derniers. Pour financer les extensions de réseaux à hauteur de 80 %, il faut des subventions de l'Europe du conseil régional et du conseil général. On a été relativement bien suivi. L'expert de l'agriculture s'est montré plutôt favorable. L'expert en environnement craint des dissonances. On ne pourra jamais faire de tourisme sans territoire aménagé. Enfin il faudra que les terres agricoles irriguées soient protégées de l'urbanisation.

1.4. Eléments d'intervention du public

M. Sagne, dirigeant de l'ASA de Belles-Eaux, estime que le débat est trop sur la défensive. L'agriculture n'est pas là pour dépenser de l'eau. Il est producteur d'amandes. Les sécheresses sont des enjeux mondiaux majeurs. Il va falloir nourrir le monde entier. Il faut saisir l'importance de l'eau. Ce que l'on doit faire, c'est de la polyculture, et des circuits courts. Il ne faut pas être dépendant d'autres continents et donc il faut apporter de l'eau aux agriculteurs.

Une personne pose la question du délai qu'il faudra attendre pour que le tuyau arrive dans l'Ouest du biterrois. Il constate qu'aujourd'hui le fleuve Orb sécurise aussi l'Aude, par un transfert organisé par BRL. L'eau de l'Orb va aussi dans la nappe astienne.

M. Allet, directeur de BRL, estime qu'il faut entendre les citoyens et les acteurs du territoire. On procédera maillon par maillon. Il y avait une urgence au sud de Montpellier dans un territoire en risque de pénurie. Il faut apporter l'eau du Rhône au bon moment. On mettra la priorité aux économies sur les réseaux d'eau potable et agricole. On cherchera à valoriser les ressources locales. On apportera l'eau du Rhône au bon moment. C'est normal de ne pas donner de date avant le débat public.

M. Allet poursuit : est-il légitime que l'eau du bassin de l'Orb aille dans le bassin de l'Aude ? Le barrage des monts d'Orb a été fait par l'État pour les 2 départements. Ceux qui profitent de ce dispositif ne sont pas seulement les clients de BRL mais aussi tous ceux qui prélèvent dans la nappe d'accompagnement de l'Orb.

Mme Zeller, du département de l'Aude, pose la question des risques sur l'étiage du Rhône en cas de forte chaleur. Elle se demande si les stations d'épuration ne pourraient pas être plus compétitives pour mieux traiter les eaux usées et les réutiliser.

M. Belluau, de BRL, répond que la part prélevée dans le fleuve Rhône représente moins de 1% du débit d'étiage. La capacité du fleuve est suffisante. Quant aux eaux usées traitées par les stations d'épuration, elles sont restituées au milieu. On envisage de les employer en périphérie du littoral. (M. Marzolf fait remarquer que l'agence régionale de la santé a dit, dans le débat public du 18 novembre, que ce n'était pas possible).

Un conseiller municipal de la ville de Béziers se déclare non satisfait par la réponse de BRL. BRL dit que le barrage peut être plus productif. On a lancé un SAGE. BRL a demandé une augmentation du débit transféré pour l'Aude et le préfet l'a signé, alors qu'on n'avait pas fini l'élaboration du SAGE de l'Orb. Il faut s'engager à faire les maillons, sinon c'est dangereux. 7000 ha de vigne, 6 millions de mètres cubes, ce n'est pas énorme. Il faudrait soutenir l'agriculture et il y aura de l'eau pour tout le monde.

M. Allet répond que l'on attend les résultats du débat public, et que la région décidera. D'abord on a prévu le maillon audois, parce qu'il y a une situation précaire sur les eaux potables et une urgence à sécuriser des zones urbaines. L'agriculture a diminué ses consommations sur le fleuve Orb et on doit laisser, en aval du prélèvement, un débit minimum de 2 m³ par seconde. Le maillon audois est réalisé pour une station de potabilisation de l'eau.

Le représentant de l'ASA de Belles-Eaux reprend la parole. De nouvelles demandes d'irrigation ont été formulées pour 500 ha et cela augmentera à l'avenir. Le problème est qu'on ne peut étendre actuellement le réseau sous le barrage des Olivettes. Aqua Domitia passe loin de notre secteur. Pourquoi va-t-il desservir Pézenas où il n'y a pas de demande ?

M. Allet indique que les tracés ne sont que des principes, mais qu'on n'en discute pas précisément ici, dans le débat public. Le tracé sera adapté pour passer au cœur des zones de besoins. L'ASA de Belles-Eaux est alimenté par le barrage des Olivettes. Jusqu'à présent, on n'avait pas prévu de desservir ce secteur.

(NR : on a là une illustration du caractère du projet Aqua Domitia, une politique d'offre en eau qui suscite des nouvelles demandes).

Pascal Frissant, adhérent de la confédération paysanne et viticulteurs sur 40 ha, se félicite de la tenue de ce débat. Il se souvient de René Dumont et de son verre d'eau, lors de la campagne présidentielle de 1974. Il travaille dans le minervois, dans une zone où les rendements sont faibles. D'une manière générale, on aime pas l'irrigation, car cela fait mauvais ménage avec la vigne. Si on regarde l'impact du maillon audois, il est prévu 3000 ha à l'arrosage, soit environ 300 ha possibles par commune. Il y aura donc en tout qu'une dizaine de communes qui vont bénéficier du projet. Comment va-t-on faire ? On devrait être attentif à voir l'ensemble des autres possibilités, surtout si on tient compte du coût que cela représente. Il faut trouver des résistances à la sécheresse. Par exemple, on a besoin de débris de bois pour limiter l'évaporation et économiser de l'eau. Tout est dans la mesure et le discernement.

Pour les terres plus grasses qui vont être compétitives sur le marché international, le prix de vente du vin atteint 35 ou 40 € par hectolitre. Dans le vignoble de plaine, c'est le marché de masse, et de toute façon il faudra être au plus haut niveau pour les rendements. Il faudra beaucoup d'eau. On ne pourra pas supporter l'arrêt d'irrigation au cours de la campagne. Cela peut être une mauvaise histoire pour les vignerons quand il aura pénurie d'eau, surtout si la vigne n'est enracinée qu'en surface. Dans cette histoire, il ne faut pas ignorer la confrontation entre les agriculteurs et le reste de la société.

M. Balluau pense que l'objectif Aqua Domitia est de sécuriser l'approvisionnement. Il faut faire reculer le spectre de la crise. On va dimensionner le projet avec l'ensemble des demandes. Ce n'est pas un projet de fragilisation.

M. Carretier confirme que les terres en hauteur ne seront pas desservies. Il faudra faire des retenues collinaires. Les chambres d'agriculture et la direction régionale de l'agriculture de l'alimentation et des forêts devront intervenir. Il faut faire des recherches, des études de pratiques culturales dans les coteaux. Ainsi, par exemple, les producteurs de vin doux ne veulent pas d'eau d'irrigation.

M. Labruyère ajoute que Aqua Domitia ne réglera pas tout. Il faudra faire des efforts. On va irriguer 10 % de la superficie agricole utile, mais il faut penser aux 90 % non irriguées. Tout le monde ne pourra pas en profiter.

2. Deuxième table ronde

L'adaptation de l'agriculture au manque d'eau – Diversification des cultures (fruits, maraîchage...)

2.1. L'adaptation de l'agriculture au manque d'eau par Christian Gary, Inra Montpellier

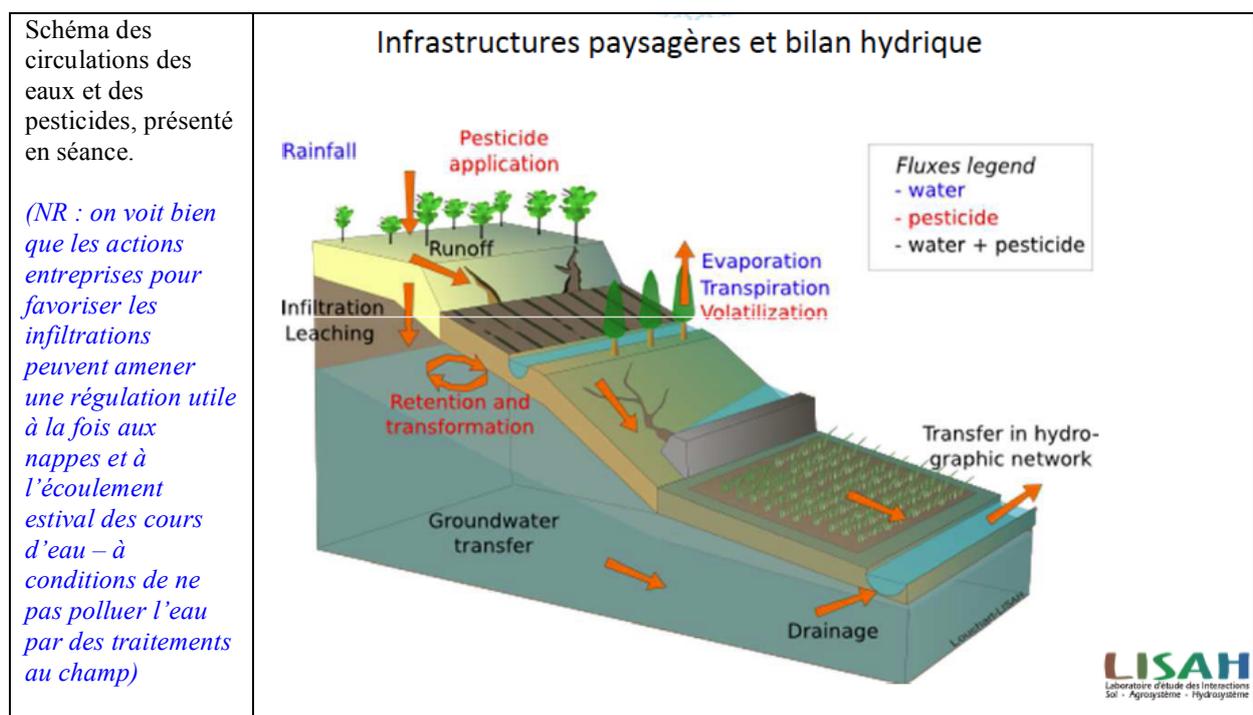
M. Gary rend compte des recherches menées dans toute la France sur l'adaptation de l'agriculture à la sécheresse. La production est affectée à tous les stades végétatifs avec des interactions négatives. Le seul avantage de la sécheresse est la baisse des problèmes phytosanitaires. L'impact est le plus fort en élevage. On a montré que le matériel végétal peut être adapté selon trois stratégies : 1) stratégie d'esquive en décalant les cultures ; 2) stratégies d'évitement avec réduction de la croissance aérienne et recherche du meilleur enracinement ; 3) stratégie de tolérance au stress hydrique avec des variétés spécifiques.

Pour la vigne il y a des cépages à stratégies d'évitement : les stomates se ferment rapidement et limitent l'évaporation, et la photosynthèse se réduit. Ce sont les grenache et les marseillan. Il y a des cépages plus tolérants avec le maintien de la photosynthèse plus longtemps mais si la sécheresse persiste, c'est la chute de la production : c'est l'exemple du Syrah.

On peut aussi modifier les assolements, faire des semis précoces, réduire la densité des plantes et jouer sur le désherbage.

On peut intervenir sur la capture de l'eau, limiter le ruissellement, travailler le sol et procéder à des irrigations. Pour la vigne, une couverture herbacée permet une meilleure captation de l'eau.

Un laboratoire à Montpellier, le Lisah, travaille sur les contributions de toutes les infrastructures du paysage, non seulement à l'échelle de la parcelle, mais aussi à celle du bassin versant (voir schéma ci dessous). On pourrait conserver beaucoup plus d'eau.



Enfin, dans un autre domaine, on peut penser à des mécanismes d'accompagnement de l'agriculture pour indemniser les pertes. Ce sont des questions d'assurance, de régulation de la demande, d'accroissement de l'offre (Aqua Domitia en fait partie). Au bout du compte, il faut envisager des gestions concertées locales.

(Nr : La contribution des viticulteurs à la gestion de l'eau pourrait s'appuyer sur une pratique fort courante, il y a un peu plus d'un siècle, lorsque pour lutter contre le phylloxéra, on procédait à des submersions des vignobles. Les parcelles étaient alors aménagées avec des banquettes pour retenir l'eau des grandes pluies d'automne et d'hiver. Cette technique a aussi l'avantage de contribuer à la recharge de la nappe locale. Les viticulteurs pourraient contribuer à produire plus d'eau qu'ils n'en consomment).

2.2. Les circuits courts de l'agriculture, péri urbaine, le maraîchage. par Gérard Cribaillet, Vice-président délégué à l'agriculture viticulture – Communauté d'agglomération le Grand Narbonne

M. Cribaillet présente d'abord les différentes compétences du grand Narbonne, utilisant les termes de grand œuvre de développement, d'offensive, de potentiel, de capacités, de territoires. C'est une approche la transversalité sur les différentes communes. Il s'agit de développer l'urbain maîtrisé. Cela veut dire qu'il y aura quand même urbanisation. Il faut mettre en valeur le tourisme de l'arrière-pays au littoral, un tourisme performant avec des gens à haut pouvoir d'achat. La question des emplois constitue le pilier majeur du territoire concerné. Pour l'agriculture, il faut se servir du passé pour développer une agriculture d'avenir. M. Cribaillet ajoute qu'il est viticulteur et que la viticulture a un avenir porteur. Il y a des gens qui ont fait les révolutions nécessaires. L'INRA et l'ITV ont mené des recherches pour une agriculture performante et concurrentielle.

Pour Aqua Domitia, il ne faut pas que les bittérois et les audois soient en concurrence. Il faut développer ensemble. L'enjeu de l'eau est là pour les deux territoires.

On a besoin de diversification et de traçabilité des produits, face à la grande crise alimentaire. Celle-ci est à du bon pour nous. Il y a de très bons agriculteurs partout dans le monde, mais dans certains endroits, on mise tout sur la compétitivité et on ne sait pas ce qui arrive. Nous, on va pouvoir identifier le produit et distinguer par exemple les tomates qui viennent de Hollande ou du sud de l'Espagne. La concurrence par le bas coût de la main-d'œuvre avec les pays émergeant va changer. Cela va se niveler par le social. Il ne faut pas baisser les bras. L'avenir est devant nous.

(NR : Il y a quelques années, c'était un discours admis. Les pays sous-développés allaient se moderniser en entrant dans le marché mondial et les revendications sociales permettraient de réajuster les écarts de rémunération entre salariés de régions distantes. Or, aujourd'hui, on a plutôt l'impression que la mondialisation va produire l'inverse. Les pays riches sont surendettés et lancent des plans de rigueur drastiques, tandis que les pays émergents ne redistribuent pas les richesses mais utilisent les fonds souverains et privés pour prendre leur part dans le système financier et politique. C'est aussi pour cela qu'il faut être vigilant, car Aqua Domitia, de l'aveu même de BRL n'est pas un projet très rentable. Il pourrait même ne jamais l'être, surtout si on réfléchit à la contribution énorme des finances publiques pour un ouvrage dont l'intérêt général reste à prouver, par rapport à des solutions alternatives de meilleure gestion des eaux de surface et des eaux souterraines dans chaque bassin versant).

Dans le grand Narbonne, il y a un travail transversal pour avoir une ceinture verte. Il faut essayer de voir avec les communes quelles zones sont à protéger développer une agriculture raisonnée et bio, essentiellement du maraîchage. Le but c'est le circuit court. Il y en avait autrefois, mais les maraîchers ont disparu. Il y a une demande de marché bio dans les villes, notamment dans les cantines. Aujourd'hui on va chercher du bio en Roumanie. Il faut installer des jeunes et comme dans l'industrie, le grand Narbonne crée une pépinière d'entreprise agricole. Ainsi un jeune diplômé de l'agriculture peut être salarié pendant 2 ans puis, par la suite, louer ou acheter une exploitation.

2.3. Diversification, relocalisation par Thierry Arcier, Porte parole de la Confédération Paysanne .

M. Arcier commence son intervention en stigmatisant l'absence de maîtrise des prix de vente du vin sur les marchés internationaux. Il craint que l'intention soit bien de produire plus et que l'irrigation serve à satisfaire ses marchés. Il ne défend pas cette agriculture là. On veut mettre un vendeur de tuyaux et un vendeur d'eau en plus. On va resserrer la corde autour du cou de l'agriculteur. Il n'y a pas assez d'eau.

Va-t-on diminuer les inégalités ? On va les accroître. Il y aura une concurrence entre ceux qui auront accès à l'eau et les autres. La solution, c'est la diversification, à côté du vin, pour l'alimentation, le tourisme et les ventes de proximité. Ce n'est pas un choix esthétique mais bien l'idée de valoriser les différents terroirs au-delà de la vigne.

L'agriculture constitue une sorte de caution pour la mise en place du projet Aqua Domitia. Si les agriculteurs ne sont pas là, il n'y aura pas de subventions européennes. Le prétexte de la compétitivité ne marche pas sans la rentabilité. Il faut des garde-fous. Les zones irriguées vouées à l'agriculture doivent entrer dans des notions de zones agricoles protégées. Combien en existe-t-il ? Rien ou presque.

Pour la confédération paysanne, si il y a irrigation, il y a incitation à la ferti-irrigation. Cela participe à la destruction des sols. Si certains pensent réussir ainsi, ils vont entraîner les autres dans le mur.

(Nr. On voit bien que l'orientation essentielle pour l'avenir de l'irrigation, c'est le modèle de développement agricole. D'un côté, BRL et certaines organisations agricoles et viticoles défendent l'idée d'une priorité à l'irrigation de la vigne avec des doses limités de l'ordre de 100 mm (1000 m³/Ha), de l'autre côté, certaines voix proposent un schéma de diversification typique des zones irriguées méditerranéennes fondées sur une diversité de production maraîchère et horticole, mais alors, il faut organiser des périmètres plus définis, où l'arrosage est fait tout l'été – 300 ou 400 mm nécessaires dans ce cas).

2.4. Eléments d'intervention du public

Mme Dumoulin, se présente comme consommatrice et citoyenne du monde. Elle pense que l'on fait fausse route. Aqua Domitia, c'est prématuré. Faut-il amener de l'eau polluée du Rhône ? L'eau brute n'est pas dépolluée et on va la rajouter aux nappes. On peut faire du bon vin sans eau. Avec l'irrigation, les racines resteront superficielles et cela ne va pas fonctionner. L'irrigation, c'est bon pour le jardinage.

Mme Dumoulin évoque le cas de surexploitation des sources à Allet-les-bains avec un passage de 400 m³ par heure à 800 m³ par heure et une gestion qu'on a voulu donner à une multinationale. Elle évoque enfin le sommet mondial de l'eau de Marseille et le contre sommet. Ces questions vont être évoquées. Le projet Aqua Domitia n'est pas bon, pas efficace et coûteux. Qui va payer ? Elle répète que le projet est prématuré mais, vraisemblablement son avis le comptera pas.

M. Marzolf indique que tous les avis sont enregistrés, venant de tous les citoyens.

M. Allet, directeur de BRL, pense que l'eau du Rhône s'est sensiblement améliorée depuis 30 ans, sur le plan de la qualité. L'eau est analysée pour 180 molécules. Elle est utilisée en agriculture depuis longtemps dans le Gard et dans l'Hérault. Sur le caractère prématuré du projet, M. Allet dit que c'est l'objet du débat public : faut-il le faire ou ne pas le faire ?

Un conseiller municipal de la ville de Béziers s'exclame : comment cela se fait qu'un seul syndicat agricole soit à la tribune, alors qu'il ne représente que 15 % des agriculteurs et qu'il est contre l'irrigation ?

M. Arcier s'offusque. Il demande même le doublement du tuyau et le gel des terres irriguées. Est-ce cela, être contre l'irrigation ?

Le même conseiller de Béziers exprime un désaccord à propos des pépinières d'entreprise agricole présentées pour le grand Narbonne. Cela n'est pas une bonne solution d'être un salarié avant d'être agriculteur.

M. Cribaillet répond que le projet est expérimental, et qu'il vise des jeunes sortis de formation en agriculture bio. Il s'agira de voir comment on met en place un foncier pour eux, et de protéger ces zones irriguées dans les plans locaux d'urbanisme des communes. Ce sera progressif.

Un membre de la chambre d'agriculture estime qu'il ne s'agit pas de dire si le projet Aqua Domitia est bon ou non. Là où passe le tracé, c'est tout bon. Là où il ne passe pas, c'est tout blanc. Il ne restera que le changement de pratiques culturales. Il cite plusieurs caves coopératives en amont qui n'ont pas été pris en compte. Le projet s'est bien, mais c'est tout un ensemble. Il faudra manifester demain en dehors du projet Aqua Domitia. Il faudrait fournir de l'eau l'hiver dans des barrages. Le barrage du Salagou a un petit potentiel mais qu'en est-il du reste du bassin de l'Hérault ? En conclusion, Aqua Domitia, c'est partiel. Les autres territoires sont aussi demandeurs d'eau.

(Nr. En ouvrant la perspective de fournir un réseau très subventionné à une minorité de viticulteurs de la région, les responsables du projet ont déclenché une vague de revendications pour l'eau agricole qui s'alimente des points de vues suivants : pourquoi eux et pas nous ? Pourquoi les zones littorales à terres grasses et pas les piémonts et les garrigues ? Il faudrait véritablement remettre à plat la question et mettre en place un plan d'ensemble qui maintiendrait effectivement l'idée de l'équité et de l'arbitrage en faveur des situations les moins favorables au maintien de l'agriculture dans la région. En l'occurrence, les arrières-pays ou plutôt les hautes terres)

2. troisième table ronde Irrigation de la vigne

3.1. Les contraintes hydriques de la vigne. L'intérêt de l'irrigation et les impacts de l'eau sur la physiologie de la vigne en fonction des techniques d'irrigation par Jean-Christophe Payan, Institut Français de la Vigne et du Vin (IFV)

M. Payan rend compte de dix années d'expérimentation et donne une synthèse sur les rendements de la vigne, la qualité du vin et la mise en œuvre de l'irrigation. Tout ce qui suit est valable pour le vin rouge, on ne dispose pas des mêmes recherches pour les blancs et les rosés.

En irrigant à des doses allant de 50 à 300 mm, on observe une diversité de réponses des parcelles étudiées. Le rendement n'augmente jamais plus de 50%, l'effet est variable. L'eau d'arrosage seule ne permet pas d'avoir un rendement exceptionnel.

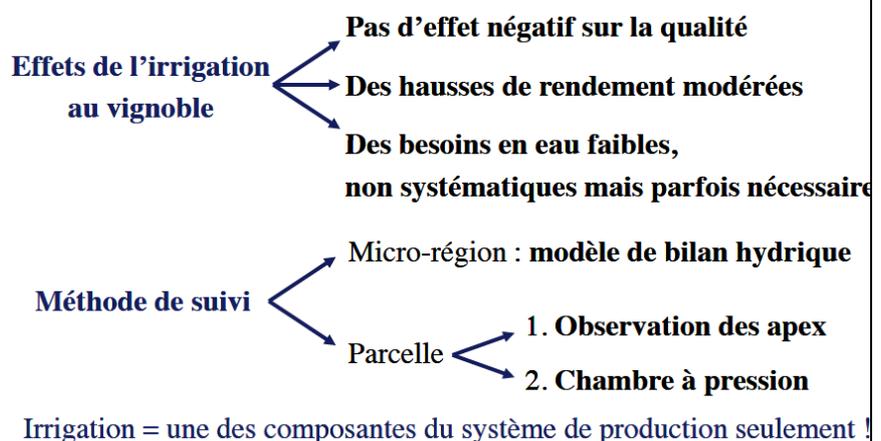
Les besoins en eau sont faibles, de l'ordre de 100 mm. Mais l'irrigation ne stabilise pas la production d'une année sur l'autre. La variabilité interannuelle dépend d'autres facteurs, conditions et techniques.

L'effet de l'irrigation agit sur la qualité, un apport d'eau permet d'accroître de 1 à 2 % le taux de sucre. On passe de 11 à 13 ou de 12 à 14%. En revanche, l'irrigation déprécie les couleurs du vin. Sur le plan dégustatif, il n'y a pas d'effet, ni amélioration, ni dépréciation. Il faut cependant faire attention aux irrigations massives.

Sur le vignoble, il ne faut pas déclencher l'irrigation avant la mi-juin. La réglementation interdit l'arrosage de la vigne après le 15 août. Il faut apporter au goutte à goutte un complément limité d'eau de l'ordre de 1 à 2 mm par jour.

Schéma des conclusions sur l'irrigation de la vigne présenté en séance.

(NR : La synthèse de l'INRA est bien plus mesurée que les discours des partisans de l'irrigation de la vigne. Tout ça pour ça ? Encore heureux que le vin ne se dégrade pas si on met un peu d'eau mais à quel prix la société peut accepter un tel modèle de goutte à goutte marginal pour des infrastructures maximales à mettre en place)



3.2. La position ou les attentes des vignerons indépendants face à l'irrigation et l'évaluation des besoins d'irrigation pour les caves particulières par Christophe Thomas, Administrateur du syndicat des Vignerons Indépendants de l'Hérault

M. Thomas explique que son syndicat défend spécifiquement les vignerons indépendants depuis 20 ans. Cependant, il travaille avec les caves sur les itinéraires techniques et se prononce pour le projet Aqua Domitia. Il retient que la période végétative de la vigne subit la sécheresse et qu'il faut bien compenser.

Tout le territoire n'est pas concerné par le maillage d'Aqua Domitia. Il y a une attente des vignerons dans les autres secteurs. 2,5 m³/s est largement en dessous des attentes. Il faut une politique volontariste dans la vallée de l'Hérault pour surmonter les problèmes économiques qui empêchent l'accès à l'irrigation. Quand on voit les investissements pour faire un vignoble, on doit valoriser cela et arriver à la rentabilité. Il faut assurer un niveau de rendement constant, de l'ordre de 60 hectolitres à l'hectare. On ne cherche pas 30% en plus. On cherche le maintien du rendement pour avoir un retour sur investissement.

M. Thomas poursuit sur l'intérêt d'avoir un paysage vert l'été. Si on veut du tourisme, il faut des paysages.

(NR : en réalité, les vignes sont bien vertes l'été, avec ou sans irrigation !)

Les caves des vignerons indépendants jouent sur la proximité et l'accueil. Il ne faut pas opposer les deux types de viticulture. Il y a une alternance de plaines et de plateaux. La viticulture doit vivre partout. C'est l'enjeu du projet Aqua Domitia. Pas de sectarisme, ni de conservatisme. Le peuple vigneron doit exister !

(NR : le raisonnement serait presque le suivant : viticulteurs et vignerons des coteaux et des garrigues, appuyez le projet Aqua Domitia qui ne vous donnera jamais d'eau, et ceux qui en bénéficieront appuieront la suite, pour que quelque chose se fasse chez vous !)

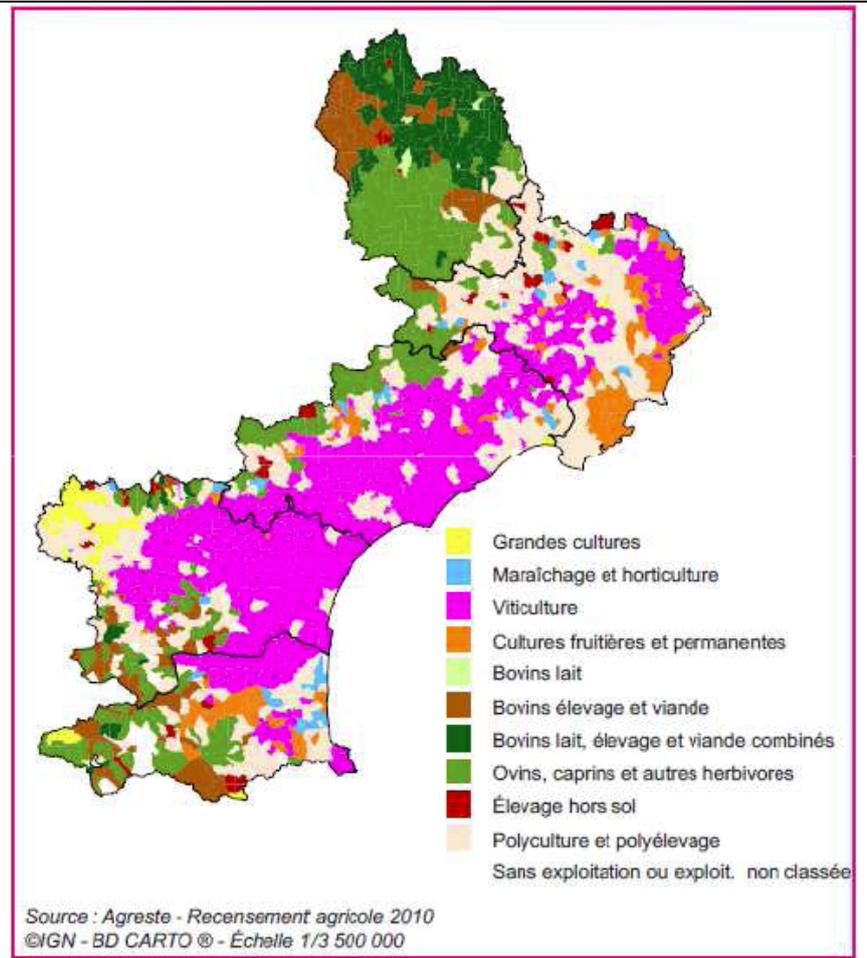
3.3. Les enjeux économiques de l'irrigation par Philippe Vergnes, Fédération régionale de la coopération vinicole Languedoc-Roussillon

M. Vergnes intervient pour le syndicat professionnel des caves coopératives : cela représente 210 caves, distilleries et unions commerciales en Languedoc-Roussillon, 20000 associés coopérateurs, 6500 emplois, et 71% de la production.

La région a le premier vignoble de France, le tiers du vignoble national (voir carte ci-après). Des efforts qualitatifs extraordinaires ont été faits. Les nouveaux cépages occupent 50% des terres. On a des AOC dans tous les vins et le plus grand nombre d'appellations géographiques protégées en France. La technologie de la vinification a été transformée.

Carte des usages du sols du Languedoc-Roussillon, présentée en séance

(NR : on remarquera que le seul département où la diversité agricole est forte est celui des Pyrénées-Orientales. Il s'est longtemps opposé au projet Aqua Domitia quand il s'agissait de transférer de l'eau à Barcelone et il a maintenu sa décision de refus dans la version minorée de 2011)



La crise viticole frappe l'Espagne avec 100 000 hectares arrachés, l'Italie avec 30 000 hectares arrachés. Ici, on en a supprimé que 15 000 hectares. L'irrigation doit nous aider à résoudre les soucis de maturité. Le marché du vin est mondialisé. 70% de ce qu'on produit en Languedoc va à l'international. Il faut sécuriser les segments de marchés avec l'irrigation. Sinon, il y aura des pertes de marché importantes pour les vins de pays.

L'irrigation de la vigne est raisonnée pour la viabilité des exploitations, pour s'adapter au goût des consommateurs qui veulent des vins plus fruités, moins tanniques. Il faut être compétitif sur le marché mondial, tout en s'occupant des marchés de niches. Il faut aménager le mieux possible le territoire. Le touriste marche, fait du vélo, il veut traverser des vignobles. On leur amène le paysage, on est les meilleurs défenseurs de l'environnement. La vigne est le meilleur coupe-feu contre les incendies de forêts. Il faut maintenir le tissu social. Un emploi direct correspond à 5 hectares de vigne.

On veut une gestion économe en eau, cela soulagera les milieux aquatiques et les nappes.

En 2010, on avait 52 hectolitres de rendement par hectare. En 2011, c'est 59 hectolitres avec une bonne année pluviométrique. 220 000 hectares ont produit 14 millions d'hectolitres. Au fond, cette année montre l'effet que pourrait avoir l'irrigation sur tout le vignoble.

(NR. Deux remarques d'importance. En effet, si on irriguait tout le vignoble, on pourrait avoir ce résultat, mais on a bien vu précédemment dans l'intervention de M. Payan que on ne pouvait pas lier le rendement et l'irrigation mécaniquement, car bien d'autres facteurs

interviennent. Si on devait irriguer 220 000 hectares avec la dose de référence de 100mm (1000 m³/ha), cela voudrait dire qu'on mobilise 220 millions de m³ en consommation agricole, soit au moins 300 millions en prélèvement, compte tenu des pertes de réseau. Et cela sans compter tous les autres types d'agricultures de la région qui aimeraient aussi bénéficier d'aménagements appropriés et subventionnés pour continuer à exister.

Au fait, dans le débat public, on parle souvent des pertes de réseau urbain de l'ordre de 30 ou 40%. Jamais on a abordé les pertes des réseaux BRL ! Cette information serait utile tout de même.

Deuxième remarque d'importance ! Justement, cette année 2011 a vu des précipitations remarquables en juillet et août – sauf en Lozère - qui ont bénéficié à la vigne languedocienne. Admettons qu'on est mis en place le projet Aqua Domitia malgré les risques soulevés dans le débat public. Dans ce cas climatique, personne ne se risquera à prendre de l'eau des bornes de BRL et donc aucune contribution financière ne rentrera. Qui assurera le fonctionnement financier de BRL dans cette hypothèse ?)

M. Vergnes revient à l'actualité climatique du moment. Des millions de mètres cube sont partis à la mer. Il conclut son exposé par deux grandes questions qui préoccupent les paysans (voir encadré suivant).

Diapositive de conclusion présentée en séance.	La disponibilité d'eau prévue sera-t-elle suffisante face aux besoins à venir? Quel sera le coût d'accès à l'eau pour les producteurs? Le financement du réseau principal ne peut être à la charge de l'agriculture.
--	---

3.4. Quel encadrement de l'irrigation pour les coopérateurs ? par Michel Bataille, Président : des Vignerons du Pays d'Ensérune et des Vignobles Foncalieu

M. Bataille veut montrer que dans le pays d'Ensérune, les vigneronns suivent un pilotage de l'irrigation exemplaire avec un encadrement de pointe. L'irrigation est un puissant levier sur la qualité. Il affirme que on doit tenir compte des segments du marché du vin, dans une situation concurrentielle. On se bat contre le Chardonnay d'Australie ou contre les vins de Californie.

Les segments de marché sont les « basic wines », les « popular », les « popular premium » et les « super premium ». Les premiers ne se font plus, les seconds et troisièmes dépendent des rapports qualité/prix, les derniers sont des vins de terroir AOC où l'acheteur cherche la qualité sans regarder le prix. Il faut donc un profil de produit adapté dans le bon segment. L'irrigation permet de bien viser dans sa stratégie. On passe d'un projet d'entreprise à un projet de territoire.

Comment on analyse un segment ? On étudie les concurrents. Comment on cale la stratégie ? En irriguant pour retarder la maturité, avec 100 m³ par semaine et par hectare. On va donc déclencher les arrosages en fonction des cépages et des produits à faire pour le marché visé.

On se base sur les connaissances et la climatologie. L'état du sol est contrôlé par des sondes spécialisées « Watermark ». On a une série de parcelles type. On contrôle aussi la

physiologie des plantes et le stress. On démarre un autre modèle de suivi fondé sur le flux de sève. L'ensemble de ces mesures permet de recommander aux viticulteurs, via des mails, comment faire. Il ne s'agit pas d'ouvrir un robinet et s'en aller. Il y a des programmeurs à mettre au point.

En conclusion, M. Bataille pense que l'irrigation est une arme indispensable dans la compétition internationale. C'est un apprentissage nouveau pour les vignerons, qui nécessite un encadrement. Ils ont conscience des enjeux environnementaux. Il faut être plus respectueux. Par exemple, préférer l'enherbement, ce qui contribue aussi à limiter les inondations. Il faut que les financeurs contrôlent le bon usage de l'eau. Il faut que les agriculteurs acceptent le contrôle de ce qu'ils font.

(NR. L'exposé de M. Bataille interpelle l'assistance mais aussi la recherche. Les liens de causalité entre des profils de vins et des doses d'irrigation sont présentées comme des certitudes, mais l'exposé de M. Payan n'allait pas dans ce sens. Les vignerons d'Ensérune utilisent un réseau d'eau sous pression de BRL alimenté à partir du fleuve Orb et régulé par le barrage des Monts d'Orb. Dispose-t-on d'une étude similaire avec les eaux du Rhône ?)

3.5. Le débat final

Pascal Frissant intervient comme viticulteur en cave individuelle. Il trouve remarquable l'exposé de M. Bataille. Il lui paraît que le vin produit à Ensérune est encore un vin paysan, car il dépend d'interventions et non pas de l'ajout d'arômes chimiques comme cela se pratique dans l'hémisphère sud. Mais il s'interroge sur l'arrivée du Tuyau. Comment va t-on faire ? Dans sa commune, il y avait autrefois 600 hectares de vigne, aujourd'hui, il n'y en a plus que 300, et le reste a été envahi par les pins. L'eau va arriver sur un foncier difficile.

M. Vergnes rappelle que les anciens ont sorti les cailloux des champs avec des efforts inouïs. Aujourd'hui, c'est le prix du vin qui permettra la reconquête des terres abandonnées. Il faut être fier d'être paysan.

Henri Miquel, vigneron à St Chignian, est plus dubitatif. Il pense que M. bataille sait bien communiquer et parle même un peu trop. Quels sont ceux qui vont survivre ? L'irrigation est un mode de culture, ceux qui ont l'eau ont les techniques, mais ceux qui n'en n'ont pas, que feront-ils ? En réalité, il y a quatre ressources : BRL et Aqua Domitia, le pompage en rivière, les réservoirs collinaires et le pompage par forage dans les nappes souterraines. Il faut voir comment les mobiliser autour de projets. Si on augmente de 30% le rendement de 60 hectolitres par hectare, cela nous rapprochera du vignoble bordelais. Il n'y a pas de honte à produire 80 hectolitres à l'hectare. Il faut replanter des vignes et utiliser l'irrigation pour la qualité.

M. Bataille pense que les projets doivent naître des territoires. Sur Ensérune, on a démarré avec un petit projet d'irrigation en CUMA. Quand le projet est devenu mûr, c'est devenu une ASA (association syndicale autorisée). Il faut bien à un moment donné écorner le droit de propriété pour faire de la gestion collective.

M. Labruyère (DRAAF) dit qu'au niveau de l'Etat, on ne modifie pas les textes qui régissent le code rural et la vigne comme cela. Il faut que des professionnels se mobilisent pour faire évoluer les réglementations.

M. Payan explique que l'irrigation de la vigne est effectivement réglementée et que des discussions sont en cours dans la commission technique irrigation de l'INAO. Elle est sensibilisée pour faire évoluer la législation vers une plus grande libéralisation de l'accès à l'irrigation. Cela doit remonter au niveau national et c'est encore long.

Thierry Ruf intervient sur les inquiétudes sur le dimensionnement du projet par rapport aux demandes exprimées par des viticulteurs mais aussi de tous les agriculteurs en diversification y compris dans les hautes terres. On a un projet qui est présenté aujourd'hui pour donner de l'eau à 6000 hectares de vigne, une hypothèse basse, mais, si on ajoute les demandes des maraîchers, on va avoir une tension entre des demandes concurrentes sur l'été. Par ailleurs, même si le coût de vente de l'eau agricole est à 20 centimes d'euros le Mètre cube, l'ensemble des branchements pour accéder à l'eau coûte 140 000 millions d'Euros, cela représente quelque chose comme 20000 Euros à l'hectare, c'est deux fois plus que les projets de ce type ailleurs. Cette sera payé sur fonds publics, la région, les départements, l'Europe, mais est ce que le jeu en vaut la chandelle pour quelques milliers d'hectares seulement ?

La question qui apparaît maintenant, c'est l'avenir de l'agriculture languedocienne. Est ce que cette agriculture sur 300 000 hectares doit basculer vers des projets de territoires irrigués réalisés à partir de multiples sources, et à ce moment là, Aqua Domitia n'y répond pas. On part un peu dans l'inconnu. Il faut aussi tenir compte de la crise économique mondiale actuelle avec des marchés fragiles. qui touchent tout le monde. Les pays du sud sont aussi fragilisés, et dans ce contexte, le Languedoc a pour avantage d'avoir des produits de terroir. C'est plus un questionnement qu'une opposition. Il faut, dans le projet Aqua Domitia, rester ouvert aux critiques, ce n'est pas tout ou rien, c'est construire quelque chose de viable sur le long terme.

M. Allet répond qu'Aqua Domitia est une deuxième ressource pour les territoires. Quand on amène une deuxième ressource, cela profite à tous les usages. Tout ce qui va être fait pour économiser l'eau et valoriser les ressources locales, on a parlé du Salagou, ce sont des ressources à disposition pour tous les usages. Ne raisonner que sur les 2,5 m³/s et les 6000 ou 7000 hectares de vigne est un raisonnement réduit. On va raisonner sur l'ensemble des ressources au service de ces territoires.

(NR. D'une part, M. Allet ne tient pas compte des propos de M. Miquel qui décrit bien quatre types de ressources en eau et non pas deux. Dans un bassin versant, les eaux sont plurielles bien avant un transfert d'eau d'un bassin éloigné. Au fil de l'eau des rivières, venant d'une retenue de substitution ou provenant de la nappe, les personnes vivant dans un bassin ont théoriquement toujours trois possibilités à explorer).

D'autre part, il faut bien avoir un calcul des investissements par rapports aux bénéficiaires. Le débat depuis le 15 septembre a permis d'y voir plus clair, car seuls deux grands usages seront desservis à peu près à part égale de débit, des réseaux d'eau potable et des réseaux d'eau brute agricole. L'investissement de 280 millions doit donc être raisonné entre ces deux secteurs 140 millions pour l'eau potable, 140 millions pour l'eau agricole. Cette eau sera attribuée à des agriculteurs dans un contrat exclusif, sinon, ils ne se raccorderont pas au système BRL. C'est donc bien un investissement moyen de 20000 euros par hectare de vigne nouvellement raccordé, qui n'était pas arrosé auparavant).

M. Bataille répond sur la crise mondiale qu'il s'y est préparé, en faisant un réseau de distribution sur 43 pays, et notamment en ouvrant une agence en Chine. Il conçoit que si il y a crise, les plus modestes seront les plus touchés.

(NR. Au terme de ce débat où on a vu vraiment des points de vue différents sur Aqua Domitia, de nombreuses incertitudes demeurent sur la faisabilité du projet et sur les impacts possibles sur les différentes agricultures. Il semble bien quand même que l'idée de vendre de l'eau sous pression pour suivre le modèle proposé par M. Bataille est séduit les politiques autant que les industriels de l'eau. Mais s'agit-il vraiment de l'intérêt général)

Thierry Ruf - thierry.ruf@ird.fr
Jacou, 12 novembre 2011.

Prochain compte rendu : la réunion territoriale de Perpignan, le 15 novembre 2011.

Suivez le débat sur le site: <http://www.debatpublic-aquadomitia.org/>